

Depuis les élections législatives, un regain d'optimisme variable selon les catégories de ménages

Depuis 1987, l'enquête de conjoncture auprès des ménages permet de recueillir chaque mois l'opinion de 2 000 ménages sur l'évolution de leur environnement économique et de synthétiser leur niveau global de confiance. Sur longue période, les épisodes électoraux à caractère national (élections présidentielles et législatives) se traduisent habituellement par une bouffée d'optimisme sur l'indicateur synthétique de confiance et certains soldes d'opinion.

La confiance des ménages a progressé de 5 points entre juin et septembre 2024. Cette embellie, si elle est concomitante à la séquence électorale, s'inscrit aussi dans le contexte de la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, ou encore d'une tendance dans toute l'Europe au redressement de la confiance dans le sillage du pouvoir d'achat. Par catégorie de ménages, l'amélioration du solde sur le niveau de vie en France a plutôt été portée par les ménages à revenus modestes, tandis que le jugement des ménages plus aisés ou des cadres a fortement fluctué au mois le mois. Par ailleurs, comme lors des élections précédentes, la part des ménages qui ne se prononcent pas sur certaines questions, comme celles relatives à l'évolution future du niveau de vie et du chômage, a augmenté et n'est que partiellement revenue à la normale en septembre, ce qui reflète une certaine incertitude.

Émilie Cupillard, Nicolas Palomé

Les séquences électorales s'accompagnent le plus souvent d'une poussée d'optimisme temporaire

Chaque mois, l'Insee interroge environ 2 000 ménages dans le cadre de l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (enquête Camme) : les soldes d'opinion au sujet de leur environnement économique et de leur situation personnelle sont calculés, à partir de leurs réponses, comme la différence entre la part de « réponses positives » et la part de « réponses négatives ». Un indicateur synthétique de confiance des ménages est élaboré à partir de ces différents soldes (► **encadré méthodologique**).

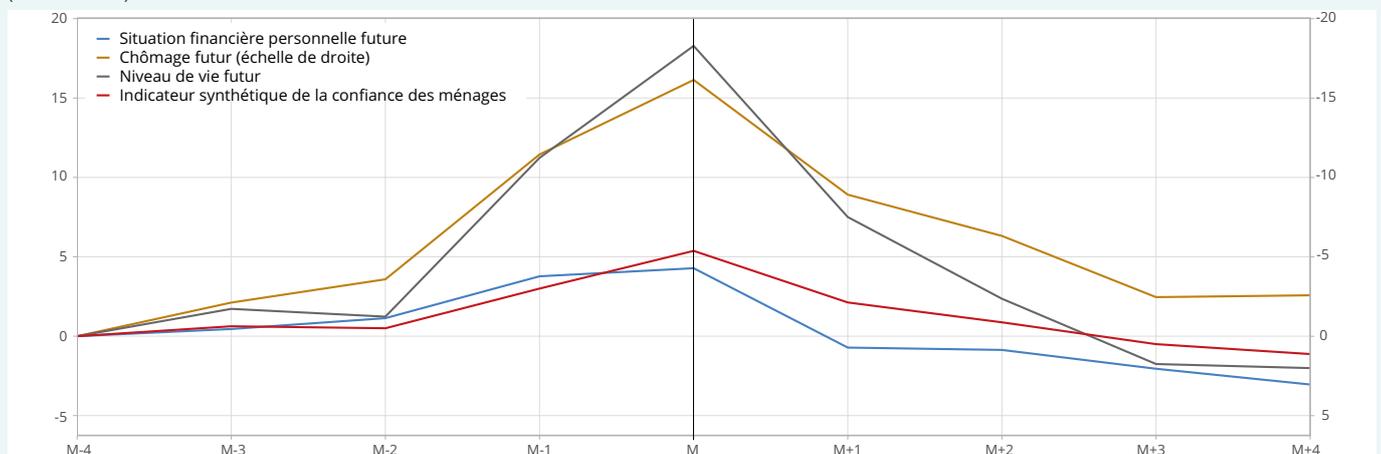
Les réponses des ménages à l'enquête révèlent des pics d'optimisme à la suite des élections nationales s'étant tenues depuis 1987 (date de début de disponibilité des enquêtes mensuelles¹). Ces bouffées d'optimisme, bien que transitoires, sont statistiquement significatives sur l'indicateur synthétique de confiance et sur trois soldes prospectifs : les perspectives quant au niveau de vie en France, au taux de chômage et à la situation financière personnelle (► **Note de conjoncture** de mars 2017). Le pic d'optimisme s'observe, en moyenne, durant le mois où les résultats des élections² sont connus par

¹ L'enquête de conjoncture auprès des ménages existe depuis 1957 mais est devenue mensuelle en 1987.

² L'étude retient les élections présidentielles de 1988, 1995, 2002, 2007, 2012 et 2017, ainsi que les élections législatives de 1993 et 1997, ces dernières ayant également un caractère d'élection générale car elles n'ont pas immédiatement suivi une élection présidentielle. À l'inverse, les élections législatives qui ont eu lieu juste après un scrutin présidentiel ne sont pas prises en compte.

► 1. Impact de la période électorale sur différents soldes pour les élections nationales entre 1988 et 2017

(données CVS)



Lecture : les soldes sont ici présentés tels que leur moyenne au mois « M-4 » est égale à 0. Le solde sur le chômage est représenté sur l'échelle de droite : le solde diminue lorsque moins de ménages considèrent que le chômage va augmenter. L'indicateur synthétique est normalisé de sorte que son écart type soit égal à 10 et sa moyenne depuis 1987 à 100.

Champ : ménages vivant en France métropolitaine en logement ordinaire.

Source : enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, Insee.

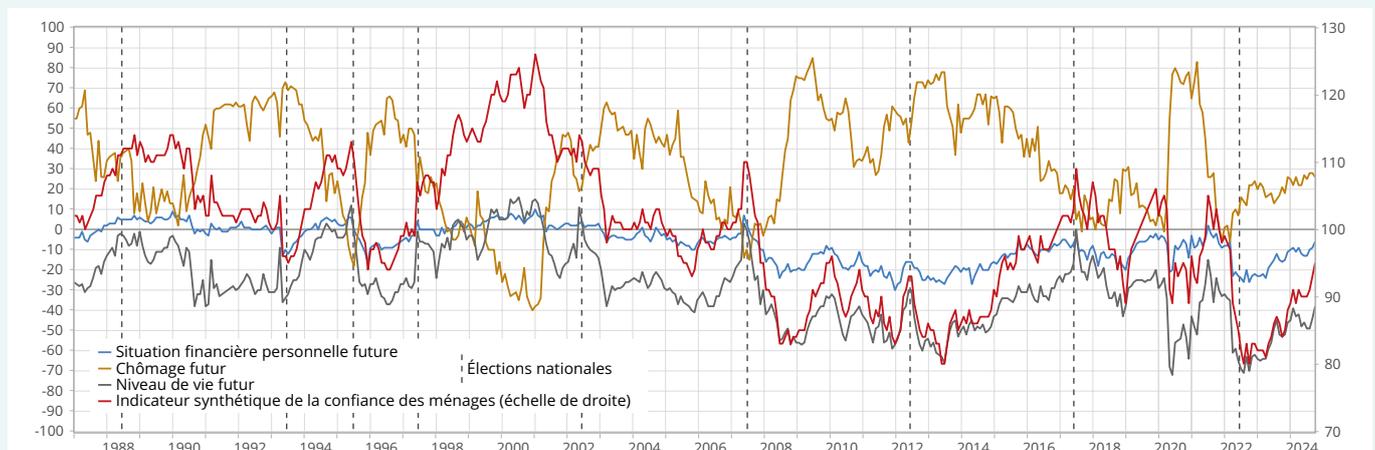
Note de conjoncture

l'ensemble des ménages interrogés (mois de référence, ou mois « M ») : comme les réponses associées à un mois donné sont en pratique collectées dès la fin du mois précédent, le mois M correspond le plus souvent au premier mois complet suivant les résultats des élections. Par exemple, pour l'élection présidentielle de 2017 dont le résultat a été connu le 7 mai 2017, le mois de référence « M » est le mois de juin.

En superposant les profils moyens mensuels de chacun des soldes autour du mois « M » au cours des élections nationales s'étant tenues entre 1988 et 2017, un pic temporaire peut être repéré d'une part pour les trois soldes mentionnés (► **figure 1**), et d'autre part pour l'indicateur synthétique de confiance globale des ménages, construit à partir de huit soldes (les trois soldes prospectifs mentionnés *supra* ainsi que cinq autres soldes, la plupart à caractère rétrospectif).

L'élection présidentielle de 2022, qui s'est tenue dans le contexte très particulier de l'invasion de l'Ukraine quelques semaines plus tôt et de la hausse de l'inflation (qui a atteint 4,8 % dès avril 2022), ne semble pas avoir eu d'effet sur les soldes considérés (► **figure 2**).

► 2. Soldes d'opinion sur l'évolution du niveau de vie en France, du nombre de chômeurs et de leur situation financière personnelle dans les douze prochains mois et indicateur synthétique de la confiance des ménages (données CVS)



Dernier point : septembre 2024.

Lecture : en septembre 2024, le solde d'opinion des ménages sur l'évolution du niveau de vie en France est de -38.

Champ : ménages vivant en France métropolitaine en logement ordinaire.

Source : enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, Insee.

L'été 2024 a connu un regain d'optimisme notable, dont l'attribution à l'épisode électoral est incertaine

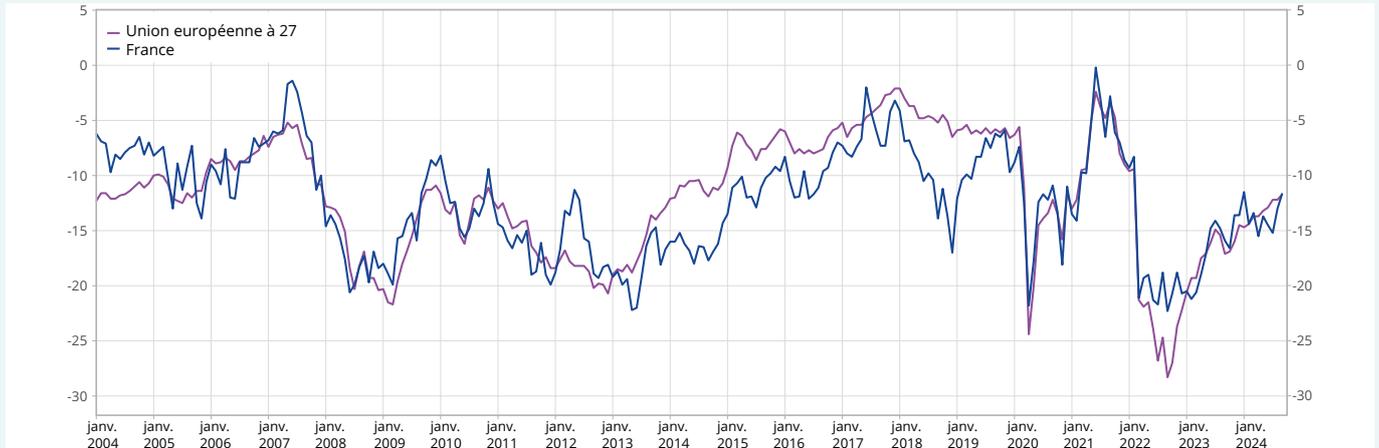
À l'été 2024, la confiance des ménages a connu une hausse continue, alors qu'elle était relativement stable depuis le début de l'année, passant de 90 en juin à 91 en juillet, puis 93 en août, et enfin 95 en septembre. La confiance du mois de juin se fonde sur des réponses collectées pour l'essentiel avant l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, tandis que le mois d'août correspond au mois « M », où le résultat de l'élection est connu de tous les ménages³ : la progression de la confiance des ménages est donc concomitante à la séquence électorale et se poursuit en septembre. Néanmoins, l'embellie de la confiance des ménages sur la période pourrait également être attribuée, au moins en partie, à la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, ou encore à une tendance de redressement plus global de la confiance des ménages dans toute l'Europe depuis le point bas atteint en juillet 2022 (► **figure 3**).

En ce qui concerne les soldes d'opinion habituellement affectés positivement par la tenue des scrutins, ceux sur les perspectives d'évolution du niveau de vie en France et de la situation financière personnelle des ménages interrogés ont augmenté au cœur de la période électorale, entre juin et août (respectivement de +5 points et +4 points), et ont continué de s'améliorer en septembre (respectivement +6 points et +3 points entre août et septembre). En revanche, les inquiétudes quant à l'évolution du nombre de chômeurs, qui ont habituellement tendance à se replier lors des scrutins, ont cette fois-ci augmenté entre juin et août (+3 points, une hausse de ce solde correspondant à une dégradation des anticipations), avant de se replier en septembre (-2 points) : ainsi, sur l'ensemble de l'été, ce solde est quasi stable.

³ Les élections législatives de 2024 ont été convoquées sous un délai de trois semaines et n'étaient donc pas anticipables plusieurs mois à l'avance par les ménages, contrairement à la plupart des scrutins nationaux précédents (depuis 1988, toutes les élections nationales étaient prévisibles plusieurs mois à l'avance, à l'exception des législatives de 1997). La confiance du mois de juin se fonde sur des réponses collectées entre le 28 mai et le 17 juin, dont 87 % avant la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024.

► 3. Indicateur synthétique de la confiance des ménages, en France et en Europe

(données CVS)



Dernier point : septembre 2024.

Note : la méthode de calcul de l'indicateur synthétique harmonisé au niveau européen est légèrement différente de celle utilisée par l'Insee, ► [encadré méthodologique](#).

Lecture : en septembre 2024, la confiance des ménages en France est de -11,6.

Champ : France ; Union européenne à 27 pays.

Source : DGECEFIN.

L'amélioration des perspectives concernant le niveau de vie en France dans les douze prochains mois est portée par les ménages les plus modestes

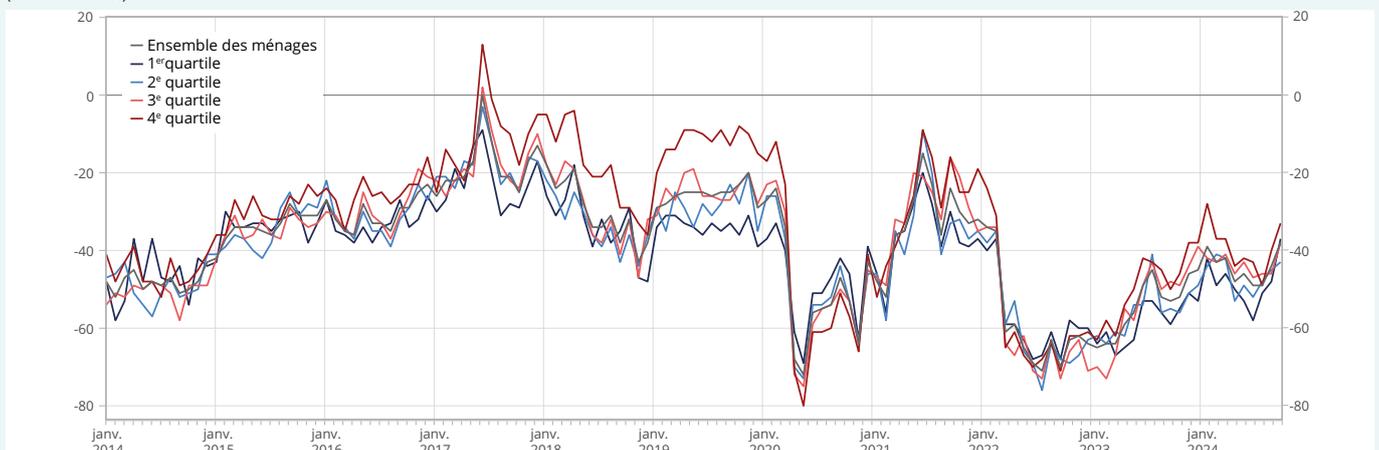
En août 2024, premier mois où les résultats des législatives étaient connus de l'ensemble des ménages interrogés, le solde d'opinion sur le niveau de vie en France se situait 5 points au-dessus de son niveau de juin. Ce redressement global est certes de relativement faible ampleur par rapport aux mouvements moyens observés lors du mois « M » des précédents épisodes électoraux, mais il s'est poursuivi en septembre (le solde a augmenté de 6 points supplémentaires entre août et septembre). Il masque, en outre, des évolutions contrastées au mois le mois par catégorie de ménages⁴.

Sur l'ensemble de la période, ce sont surtout les ménages les plus modestes qui portent l'amélioration globale des perspectives d'évolution du niveau de vie en France. Le solde d'opinion des ménages dont le niveau de vie fait partie des 25 % les moins élevés a, en effet, augmenté de 21 points de manière continue entre juin et septembre (+7 points en juillet, puis +3 points en août et +11 points en septembre, ► [figure 4](#)), après avoir atteint en juin son niveau le plus bas depuis plus d'un an. En septembre 2024, le solde d'opinion des ménages les plus modestes se situe ainsi 9 points au-dessus de son niveau moyen du premier trimestre 2024, quand cet écart est de 3 points pour le solde agrégé. Le solde d'opinion des employés et ouvriers a, lui aussi, augmenté durant l'été : +15 points entre juin et septembre.

⁴ Pour pouvoir être analysés de façon cohérente avec les évolutions du solde d'ensemble (qui est généralement présenté corrigé des variations saisonnières), les soldes ventilés par catégorie de ménages ont également fait l'objet d'une désaisonnalisation (► [encadré méthodologique](#)).

► 4. Opinion sur le niveau de vie futur en France, selon le quartile de niveau de vie

(données CVS)



Dernier point : septembre 2024.

Lecture : en septembre 2024, le solde d'opinion sur le niveau de vie futur en France est de -37 pour le premier quartile de niveau de vie.

Champ : ménages vivant en France métropolitaine en logement ordinaire.

Source : enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, Insee.

Note de conjoncture

Pour les plus aisés (ceux dont le niveau de vie fait partie des 25 % les plus élevés), le solde d'opinion s'est lui aussi amélioré sur l'ensemble de l'été (+10 points entre juin et septembre), bien que moins fortement. De plus, des forts mouvements contraires au mois le mois témoignent de leurs difficultés à anticiper les évolutions du niveau de vie en France au cœur de la séquence électorale. Leur solde d'opinion s'est d'abord fortement dégradé de 6 points en juillet (mois d'enquête dont la collecte s'est entièrement déroulée après la dissolution de l'Assemblée nationale mais principalement avant les résultats du second tour des élections législatives⁵). Leurs anticipations ont ensuite nettement rebondi en août (+9 points) et septembre (+7 points). Le constat reste identique par catégorie socio-professionnelle : le solde d'opinion des cadres a connu le même profil d'évolution (-6 points en juillet, +8 points en août et +4 points en septembre).

Les anticipations des ménages concernant leur situation financière personnelle se sont elles aussi améliorées, avec de fortes fluctuations au mois le mois selon les catégories de ménages

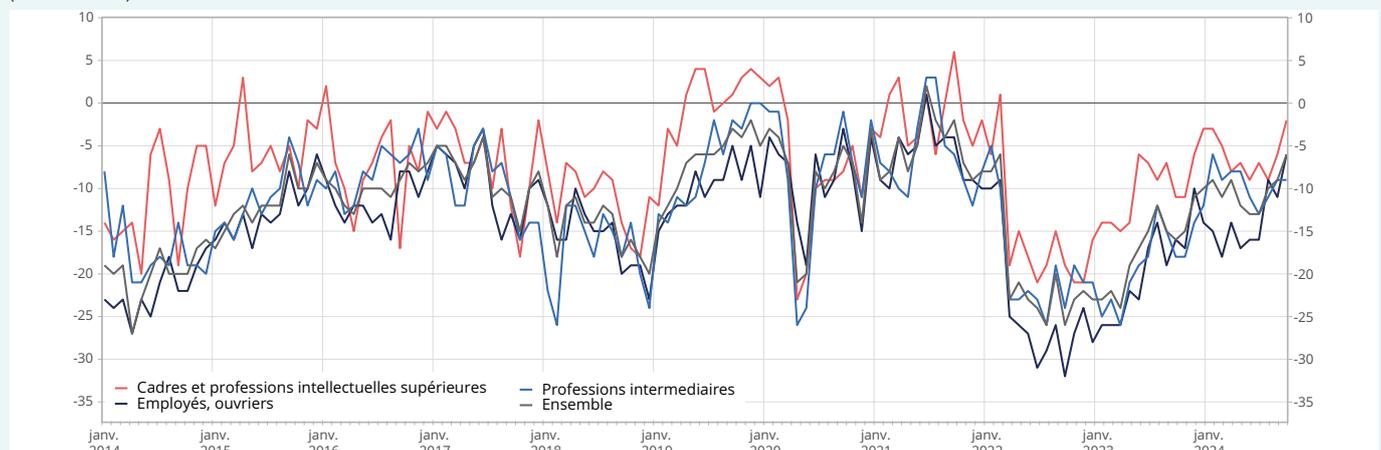
Les perspectives des ménages quant à leur situation financière personnelle se sont redressées en juillet 2024 (+3 points) et ont continué d'augmenter en août (+1 point), puis en septembre (+3 points). Cette amélioration, si elle est d'une ampleur comparable à ce qui est habituellement observé lors des épisodes électoraux, masque des disparités par catégorie de ménages.

Les ménages les plus modestes, situés sur le premier quart de l'échelle des niveaux de vie, semblent avoir éprouvé des difficultés à prévoir les évolutions de leur situation financière personnelle au mois le mois. Ils ont vu leur solde d'opinion nettement s'améliorer en juillet (+8 points), mais se replier ensuite en août (-5 points) pour enfin remonter en septembre (+2 points). Par catégorie socio-professionnelle, les opinions des employés et ouvriers ont fluctué de la même façon : +6 points en juillet, -2 points en août puis +5 points en septembre (► [figure 5](#)). En ce qui concerne les ménages les plus aisés, les mouvements ont été inverses et moins forts : s'ils ont globalement été plus pessimistes en juillet quant à leur situation financière personnelle future (-1 point par rapport à juin pour le quartile le plus aisé, -3 points pour les cadres et professions intellectuelles supérieures), leurs anticipations se sont redressées en août et septembre (+3 points en août et +4 points en septembre pour le quartile le plus aisé comme pour les cadres).

⁵ Les soldes d'opinion du mois de juillet 2024 se fondent sur des réponses collectées entre le 24 juin et le 18 juillet : 50 % des ménages ont répondu avant le premier tour des élections législatives, 34 % entre les deux tours et 16 % après les résultats du second tour.

► 5. Opinion sur la situation financière personnelle future, selon la catégorie socioprofessionnelle

(données CVS)



Dernier point : septembre 2024.

Lecture : en septembre 2024, le solde d'opinion sur la situation financière personnelle future en France est de -6 pour les employés et ouvriers.

Champ : ménages vivant en France métropolitaine en logement ordinaire.

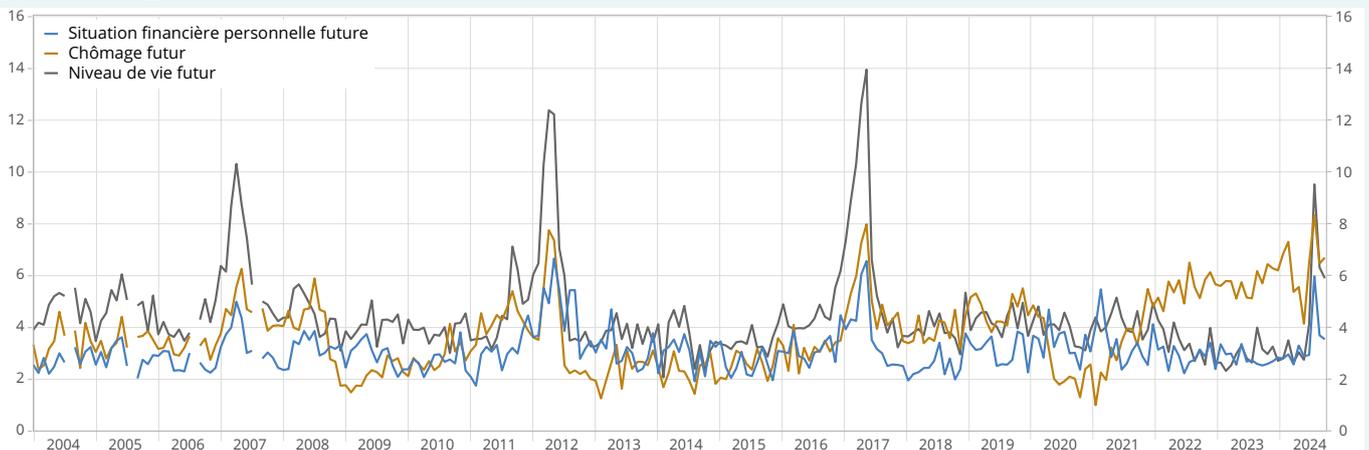
Source : enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, Insee.

Comme lors des périodes électorales précédentes, la part des ménages choisissant de ne pas se prononcer lorsqu'ils sont enquêtés a augmenté cet été

Les fluctuations au mois le mois des soldes d'opinion par catégorie de ménages sont un signe de l'incertitude traversée par ces derniers au cours de la période. Cette incertitude peut également être appréhendée en étudiant l'évolution au cours du temps de la part des ménages qui ne savent pas répondre à certaines questions lors de l'enquête, à partir de la modalité « ne sait pas » proposée à chaque question. Or, la part des ménages qui ne se prononcent pas augmente en général fortement aux moments des élections nationales. Par exemple, en 2007, 2012 et 2017, la part de ménages qui ne se prononcent pas quant à l'évolution du niveau de vie en France dans l'année à venir a dépassé les 8 % dans les trois mois précédant l'élection présidentielle (avec des pics au-dessus de 10 %), alors que cette part s'établit à moins de 4,5 % en moyenne les années qui ont précédé ces échéances électorales (► [figure 6](#)). En 2022 toutefois, la part des ménages ne sachant pas se prononcer n'a pas spécialement augmenté. Après la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024, la part de ménages ne se prononçant pas sur les perspectives d'évolution du niveau de vie en France dans les douze mois à venir a augmenté, passant de 4 % en juin à 9,5 % en juillet : cette hausse n'a toutefois pas eu d'impact sur le solde d'opinion, car elle s'est traduite de façon concomitante par une baisse de la modalité « neutre » (la part des ménages déclarant que la situation va « rester stationnaire » a diminué de près de 6 points entre juin et juillet 2024). Les questions relatives à l'évolution du nombre de chômeurs et à la situation financière personnelle ont également connu une hausse de la part des ménages ne souhaitant pas donner leur opinion. Ces parts de ménages ne se prononçant pas ont baissé depuis, mais ne sont pas revenues à ce stade à la normale, notamment pour les opinions relatives aux perspectives concernant le niveau de vie et le chômage en France. ●

► 6. Part des ménages qui ne se prononcent pas

(données non CVS)



Dernier point : septembre 2024.

Lecture : en septembre 2024, la part des ménages qui ne se prononcent pas sur la question à propos de l'évolution du niveau de vie futur en France est de 6 %.

Champ : ménages vivant en France métropolitaine en logement ordinaire.

Source : enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, Insee.

Méthodologie

L'enquête de conjoncture auprès des ménages et l'indicateur synthétique de confiance

Dans le cadre de l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (enquête Camme), l'Insee recueille chaque mois les réponses d'environ 2 000 ménages sur leur opinion au sujet de leur environnement économique et de leur situation personnelle. Cette enquête est harmonisée au niveau européen. Les soldes d'opinion sur les différents sujets, calculés en soustrayant la part de « réponses négatives » à la part de « réponses positives », sont disponibles depuis 2004 dans leur version harmonisée au niveau européen. Cependant, la ventilation par catégorie de ménages n'est possible qu'à partir de 2013.

L'indicateur synthétique de confiance des ménages construit par l'Insee est calculé selon la technique de l'analyse factorielle à partir de huit soldes d'opinion différents (niveau de vie passé et futur en France, situation financière personnelle passée et future, perspective de chômage, opportunité de faire des achats importants, capacité à épargner actuellement et dans les mois à venir).

La Direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne (DGECFIN) publie des résultats à partir des enquêtes de conjoncture menées auprès des ménages dans les différents pays membres. Ces résultats harmonisés peuvent être un peu différents des indicateurs publiés par l'Insee, en raison de méthodes de calcul qui diffèrent à la marge. En particulier, pour le calcul des soldes d'opinion, la DGECFIN pondère moitié moins les réponses de faible intensité (par exemple, « un peu augmenter » ou « un peu diminuer ») que les réponses de forte intensité (« nettement augmenter » ou « nettement diminuer »). De plus, l'indicateur synthétique de confiance calculé par la DGECFIN est une moyenne arithmétique simple des quatre soldes suivants : situation financière personnelle passée et future, situation économique générale du pays dans les mois à venir et capacité à épargner dans les mois à venir.

Détail des questions sur les évolutions du niveau de vie en France, du nombre de chômeurs et de la situation financière personnelle

La question sur le niveau de vie futur en France est : « À votre avis, au cours des douze prochains mois, le niveau de vie en France, dans l'ensemble va... ». Cinq modalités de réponse sont proposées, celles suivies d'un « + » sont comptées comme positives, celles suivies d'un « - » comme négatives : « nettement s'améliorer (+) », « s'améliorer un peu (+) », « rester stationnaire », « se dégrader un peu (-) » et « nettement se dégrader (-) ».

La question sur l'évolution future du chômage est : « Pensez-vous que, dans les douze prochains mois, le nombre de chômeurs va... ». Cinq modalités de réponse sont proposées : « fortement augmenter (+) », « un peu augmenter (+) », « rester stationnaire », « un peu diminuer (-) » et « fortement diminuer (-) ».

La question sur la situation financière personnelle future est : « Pensez-vous que, au cours des douze prochains mois, la situation financière de votre foyer va... ». Cinq modalités de réponse sont proposées : « nettement s'améliorer (+) », « un peu s'améliorer (+) », « rester stationnaire », « un peu se dégrader (-) » et « nettement se dégrader (-) ».

Correction des variations saisonnières par catégorie de ménages

Afin de mettre en cohérence les soldes d'opinion calculés par catégorie de ménages avec la série agrégée corrigée des variations saisonnières, une désaisonnalisation sommaire est réalisée : pour chaque mois, la différence entre le solde corrigé des variations saisonnières et le solde brut au niveau agrégé est ajoutée à la valeur du solde brut de chaque catégorie de ménages considérée. Cette méthode, même si elle suppose que les effets saisonniers sont uniformes d'une catégorie à l'autre, a l'avantage de conserver l'additivité des séries par catégorie de ménages. Par exemple, en août 2024, le solde d'opinion agrégé sur les évolutions du niveau de vie en France dans les douze prochains mois est plus bas de trois points après correction des variations saisonnières que le solde brut. La méthode appliquée consiste à diminuer de trois points chaque solde d'opinion calculé au mois d'août pour les différentes catégories. ●